



Table de concertation
des groupes de femmes de la

Montérégie

Rapport annuel d'activités 2010-2011

Longueuil, 1 juin 2011



Table de matières

Entre les coulisses et les feux de la rampe.....	3
Notre fonctionnement.....	4
Notre mission.....	4
Vie associative.....	4
Planification stratégique ...les suites.....	6
Bilan des réalisations.....	6
Axe 1 : Implication des groupes membres dans l'orientation des positions et des actions de la TCGF-M ainsi qu'au niveau de sa gestion courante (réunions régulières, comités, Coco).....	6
Axe 2 : Capacités financières de la TCGF-M.....	6
Axe 3 : Ressources humaines.....	7
Axe 4 : Rôle de vigie stratégique.....	7
Axe 5 : Rôle de concertation stratégique et d'action politique de la TCGF-M.....	8
Axe 6 : Visibilité, positionnement et communications publique de la TCGF-M.....	10
Axe 7 : Représentations de la TCGF-M et son rôle.....	11
Nos projets.....	12
Auprès des jeunes.....	12
Les stéréotypes sexistes! Un frein à la diversification des choix de carrière.....	12
Auprès des femmes Immigrantes.....	13
Agir pour le plein épanouissement des femmes d'ici, venues d'ailleurs.....	13
Réseauter pour mieux s'intégrer.....	14
Programme développant de partenariat en région.....	15
Dossiers régionaux.....	17
Coalition Montérégie sans PPP.....	17
Maison de naissance à Richelieu.....	17
Mobilisations.....	18
Marche Mondiale des Femmes 2010.....	18
Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.....	18
Représentations (sommaire).....	19
Revue de presse.....	20
Conclusion.....	21
Liste des groupes membres.....	22
Liste d'abréviations.....	23

Entre les coulisses et les feux de la rampe

C'est entre :

- ↯ La Marche mondiale des femmes 2010 et la canonisation du Frère André
- ↯ L'évaluation de la Politique provinciale en égalité et l'incohérence de la ministre St-Pierre
- ↯ Le silence des médias sur l'appauvrissement des femmes et le budget Bachand
- ↯ Le manque d'accès aux garderies publiques et la privatisation des CHSLD en Montérégie
- ↯ Un avenir moins que certain de nos droits avec l'élection majoritaire de Harper

que la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie devait mettre en œuvre les actions prévues à son plan d'action triennal 2010-2013 en lien avec ses deux axes prioritaires : la régionalisation et l'accès au service public des garderies. Nous avons de nobles ambitions pour 2010-2011 : celle de se créer un lieu d'observation et surtout de compréhension de ces rouages qui nous emberlificotent, pour mieux nous préparer à la dénonciation et aux choix de nos batailles; celle d'augmenter notre financement aux opérations; celle d'augmenter nos adhésions, celle de stimuler la participation de nos membres à la vie associative; celle d'être plus visibles...

Le bilan qui suit est, à mon avis, aussi noble que nos ambitions considérant la conjoncture, considérant nos moyens et nos actions qui, sans éclat, ont tout de même allumé quelques mèches pendant que nous occupions cet espace entre les coulisses et les feux de la rampe.

Sur le dossier de la régionalisation, nous sommes particulièrement fières de l'impact du dépôt d'un mémoire auprès du caucus du Parti québécois sur la situation du Conseil du statut de la femme en Montérégie, et de notre influence sur le mémoire déposé par le Réseau des tables à la Commission parlementaire.

En plus de faire la démonstration des incohérences interrégionales des décisions de notre gouvernement, nous avons su provoquer le questionnement, voire le doute auprès de la députation quant à l'utilité des instances régionales que sont les CRÉs, plus particulièrement en matière d'égalité.

Nous sommes aussi fières de notre intervention suite au dépôt du budget Bachand et suite à la décision de la ministre de la Culture, des communications et, apparemment, de la condition féminine, d'ignorer l'expertise du Réseau des tables de concertation des groupes de femmes en déviant des fonds du Secrétariat à la condition féminine vers les Forums jeunesse. D'être citées dans le quotidien Le Devoir, dans un article de première page de surcroît, n'est pas rien considérant que nous sommes au sud pour ne pas dire à l'ombre de la Métropole et des regroupements nationaux.

Sur le dossier des garderies, nous nous sommes donné le temps d'approfondir notre compréhension des enjeux, ce qui nous permet de nous positionner pour siéger aux lieux d'influence concernant ce dossier.

En parcourant les pages qui suivent, nous pouvons apprécier le chemin parcouru depuis notre récent virage. Je désire remercier celles qui nous y ont propulsé en nous fournissant, sans ménagement, le carburant exempt de CO₂ : notre coordonnatrice Martha Ortiz, son assistante Myriam Villeneuve, les membres du comité de coordination : Brigitte Bédard, Louise Gauthier, Marie Bombardier, Laure Frappier, les membres du comité vigie : Hélène de Montigny, Christine Sauriol, Pamela Gibeault et Michèle Ouimet.

L'expérience de cette année nous fait croire qu'un pouvoir non négligeable existe pour nous les femmes entre les coulisses et les feux de la rampe. Il suffit de s'en servir!

Pierrette Marcotte

Notre fonctionnement

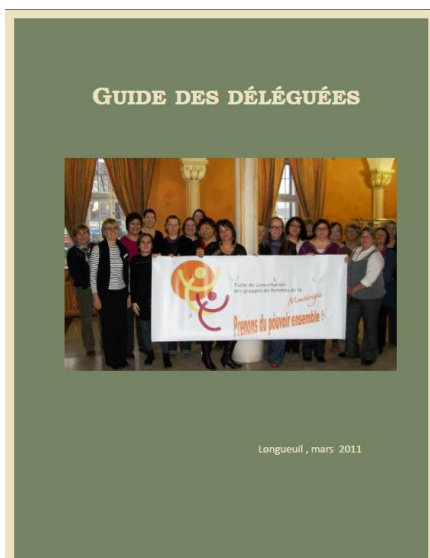
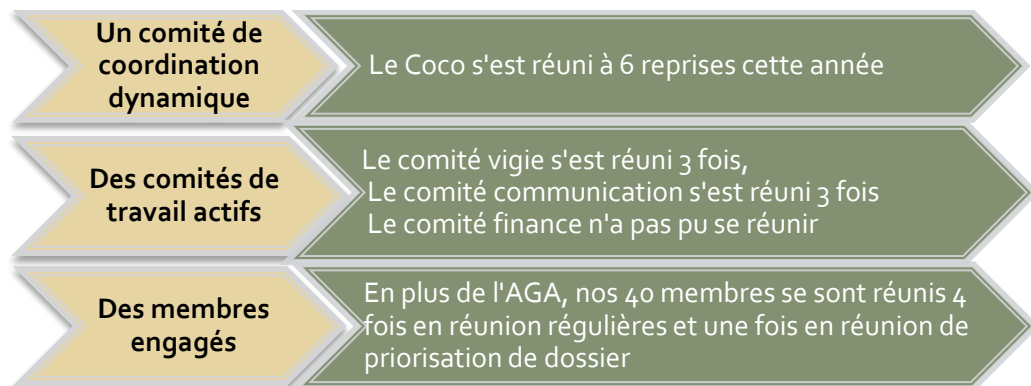
Notre mission

La Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie (TCGF-M) est un regroupement d'organismes à but non lucratif (OBNL) qui a pour mission l'amélioration des conditions de vie des femmes de notre région sur les plans social, économique et politique.

Notre regroupement est un lieu d'échange, de débat et de concertation. En misant sur l'expertise diversifiée de ses membres, la TCGF-M prend position sur toute question ayant une incidence sur la qualité de vie des femmes dans notre territoire et sur le respect de leurs droits.

Vie associative

Cette année, la vie associative a été plus dynamique que jamais à la TCGF-M grâce aux mécanismes mis en place : nouveaux comités de travail, réorganisation des réunions régulières, organisation de débats, etc. L'utilisation des technologies de l'information nous permet de garder un contact permanent avec nos groupes membres. En bref, la vie associative à la TCGF-M c'est :



Guide des déléguées

Pour faciliter l'intégration des nouvelles déléguées aux activités de la TCGF-M et rappeler le rôle des différentes instances, un guide des déléguées a été élaboré. Une copie est remise à nos membres à notre Assemblée générale annuelle.

Nos valeurs :

- L'égalité
- La solidarité
- La justice sociale
- Le respect des différences
- La concertation



Des femmes engagées, pour faire tourner l'engrenage	
Comités et équipe de travail	Membres
Coordination (Coco)	<ul style="list-style-type: none"> • Pierrette Marcotte, présidente (Centre des femmes du Haut-Richelieu) • Brigitte Bédard, trésorière (Carrefour pour elle) • Laure Frappier, secrétaire (Contact'L) • Louise Gauthier, administratrice (Option non traditionnelle) • Marie Bombardier, administratrice (Centre de femmes l'Éclaircie)
Vigie	<ul style="list-style-type: none"> • Marie Bombardier (Centre de femmes l'Éclaircie) • Hélène de Montigny (Inform'elle) • Pamela Gibeault (CALACS La Vigie) • Michèle Ouimet (CSSS Champlain) • Christine Sauriol (Centre de femmes Les Cantons)
Communication	<ul style="list-style-type: none"> • Linda Crevier (REMME) • Pierrette Marcotte (Centre de femmes du Haut-Richelieu)
Finance	<ul style="list-style-type: none"> • Karine Hébert (Centre de femmes Vie Nous V'Elles) • Pierrette Marcotte (Centre de femmes du Haut-Richelieu)
Équipe de travail	<ul style="list-style-type: none"> • Martha Ortiz (coordonatrice) • Élisabeth Dupuis (chargée de projet) • Julie Larivière (chargée de projet) • Lise Saint-Jean (chargée de projet) • Myriam Villeneuve (emploi d'été et adjointe à la coordination)

Planification stratégique ...les suites

Bilan des réalisations

Le plan d'action 2010-2011 constitue la première étape de la mise en œuvre du plan triennal 2010-2013, issu d'un exercice démocratique de planification stratégique, réalisé l'année précédente.

Sept axes d'intervention guident le travail de l'équipe et des membres de la TCGF-M.

Axe 1 : Implication des groupes membres dans l'orientation des positions et des actions de la TCGF-M ainsi qu'au niveau de sa gestion courante (réunions régulières, comités, Coco)



Dès le mois d'octobre, la durée des rencontres des membres a été prolongée. À présent, leur durée est d'une journée et le contenu et le déroulement ont été revus et modifiés. Nous constatons que la formule d'une journée favorise les échanges et facilite l'appropriation de l'information et la prise de position. Cette nouvelle façon de faire nous permet de traiter plus en profondeur nos dossiers prioritaires.

Afin de mieux répondre aux attentes des membres, l'utilisation d'un formulaire d'évaluation nous permet de faire des ajustements au fur et à mesure.

Par ailleurs, même s'il est difficile pour nos groupes membres de se séparer d'une travailleuse pour la journée, à ce jour, nous avons eu une bonne participation.

Les changements apportés dynamisent nos rencontres et augmentent l'implication de nos membres.

Axe 2 : Capacités financières de la TCGF-M



En 2010, le comité finances a été formé dès le mois de juin et à l'Assemblée générale annuelle (AGA), nos membres ont voté pour une augmentation de notre cotisation qui est actuellement de 100 \$.

Sur le plan de la diversification du financement, le travail reste à faire. Soulignons toutefois certains événements contextuels qui illustrent la complexité de la tâche :

- A. Pour développer le volet « égalité », à la fin de l'année financière le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a accordé un financement de plus d'un million dollars aux Forums jeunesse. Et ce malgré leurs manques d'expertise actuelle dans le dossier. Il est inquiétant de voir à quel point le SCF est insensible aux besoins des groupes de femmes et des Tables régionales. Par ailleurs, rappelons que SCF a toujours refusé de tenir compte de la présence des trois (3) CRÉ dans l'attribution des fonds à notre organisme. Pourtant, le SCF n'a pas hésité à financer trois (3) Forums jeunesse dans notre région. La TCGF-M ne reçoit que 20 000 \$ pour le développement de partenariat alors que les trois Forums jeunesse de la région se partagent un total de 164 000 \$.

B. À la suite du lancement du budget 2011-2012 par M. Bachand, le budget accordé au programme condition féminine perd 4,6 M\$. Nous nous questionnons sur l'impact de cette réduction du budget dédié à la condition féminine: Qui subit les pertes? Est-ce le Conseil du statut de la femme (CSF), le SCF ou le budget affecté à la réalisation du Plan d'action en égalité? Les démarches entreprises pour obtenir des clarifications, au bureau de madame Christine St-Pierre, n'ont pas donné le résultat escompté. Le comité communication prépare une sortie publique.

Ces situations sont contextuelles, certes, mais elles mettent en lumière la difficulté à faire reconnaître, par notre gouvernement, la nécessité d'avoir un financement adéquat pour la consolidation et l'avancement en matière de condition féminine. Elles illustrent également, l'ampleur de la tâche pour diversifier ou augmenter notre financement.

Par ailleurs, la coordonnatrice a suivi une formation en gestion financière des projets. L'information reçue devrait aider à l'élaboration d'une grille de calcul et des opportunités pouvant nous aider à nous positionner quant à l'acceptation des projets.

Axe 3 : Ressources humaines



Afin d'arrimer les attentes de nos groupes avec les capacités en ressources humaines du regroupement, à notre réunion régulière du mois d'octobre la coordonnatrice a présenté son plan de travail aux membres de la Table. Cet exercice leur a permis de prendre conscience de la diversité de tâches administratives et de représentations assumés par la coordination.

Dans le même ordre d'idées, la coordonnatrice, avec l'accord du comité de coordination, a refusé quelques demandes de représentation faites à la TCGF-M. Cette année nous avons réussi à engager une adjointe à la coordination quelques heures par semaine et nous avons aussi bénéficié du travail d'une étudiante d'été.

Axe 4 : Rôle de vigie stratégique



Afin de développer la capacité de notre groupe à approfondir notre analyse politique, des débats ont été préparés avec la participation du comité vigie.

À l'initiative des membres du comité, des personnes ressources ont été invitées à nous entretenir sur des thèmes qui touchent la régionalisation et l'accessibilité aux services de garde. Ces interventions nécessaires à une meilleure connaissance des dossiers permettent à nos membres de prendre position et réaliser des actions collectives. À présent, ces débats sont intégrés à l'ordre du jour des rencontres régulières.

Ainsi, avec la participation du comité vigie, les rencontres avec nos groupes membres se transforment et deviennent un lieu d'échange et de concertation dynamique, centrées sur la réalisation des actions collectives visant l'avancement des dossiers prioritaires. Le comité joue un rôle clé dans la réorganisation des rencontres et aussi dans l'amélioration du processus de la prise de décisions qui se formalise.

Axe 5 : Rôle de concertation stratégique et d'action politique de la TCGF-M

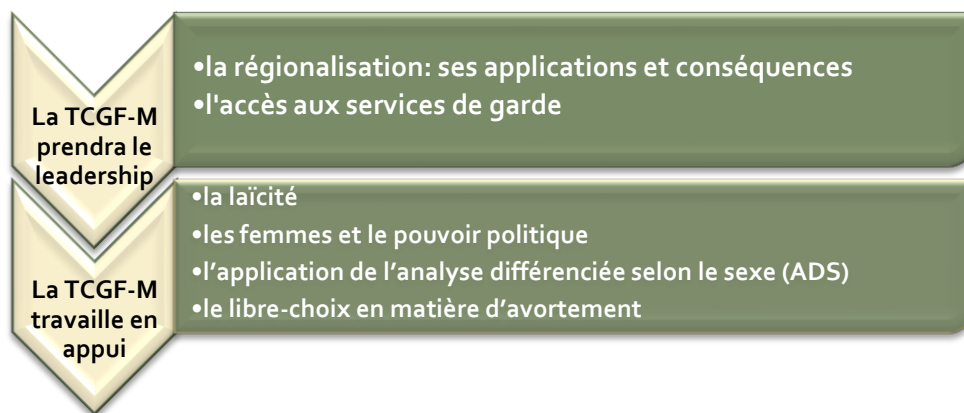


Dans le but de cibler nos interventions, de concentrer l'utilisation de nos ressources et de mettre en œuvre des actions de manière plus efficace, nos membres se sont prêtés à un exercice de priorisation des dossiers. Réalisée le mois de juin 2010, cette démarche a été encadrée par madame Lise Moisan, consultante en développement organisationnel, qui a accompagné les membres de la TCGF-M pour la réalisation du plan stratégique.

La priorisation des dossiers a été réalisée par un processus qui comportait six (6) étapes:

- 1) la clarification de ce qu'on entend par dossiers prioritaires;
- 2) l'analyse du contexte;
- 3) l'analyse de nos critères de rétention/d'exclusion;
- 4) l'analyse des déterminants de la condition de vie des femmes et les dossiers;
- 5) le choix des dossiers selon nos critères de sélection, en cohérence avec la planification stratégique.

Une grille d'analyse sera préparée à partir de cet exercice qui a permis de ressortir six (6) dossiers importants pour nos membres.



Les paragraphes ci-dessous donnent un aperçu de nos travaux, dans l'avancement de ces dossiers.

La régionalisation

Il y a près d'un demi-siècle, le gouvernement du Québec mettait en place les premiers mécanismes de planification du développement régional. Dans l'optique d'atténuer les disparités entre les régions, ces mécanismes avaient pour mission d'élaborer un plan d'aménagement pour l'ensemble du territoire, en faisant participer les acteurs du milieu. Conservant l'objectif initial, les gouvernements qui se sont succédé ont contribué à l'évolution de ce plan. Intervention, régionalisation, déconcentration, décentralisation, les politiques régionales ont été directement influencées par les conjonctures économiques, politiques et idéologiques de la société québécoise¹.

¹ <http://www.oregand.ca/veille/historique-des-politiques-regionales-de-developpement-au-qc.html>, consulté 6 mai 2011

En matière de développement local et régional, au fil des ans, il y a eu des changements importants quant aux structures et au rôle de l'État. L'espace occupé par le dossier de la condition féminine varie selon la période et les structures. Dans notre région, le dossier de la condition féminine évoluait de façon satisfaisante jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi 34 qui a donné lieu à la création des Conférences régionales des élus (CRÉ)².

Comme démontré par madame Christine Sauriol lors d'une présentation faite aux membres de la TCGF-M³, l'arrivée de ces nouvelles structures a entraîné deux changements majeurs :

- Le premier est un changement commun à toutes les régions du Québec. Il concerne la composition des conseils d'administration (C.A.) des CRÉ, laquelle a entraîné un net recul de la participation des femmes. Les C.A. sont composés en grande majorité d'élus municipaux : préfets des municipalités régionales de comté (MRC), maires des municipalités et, dans le cas de plus grandes villes, des conseillers(ères) municipaux. Soulignons que les femmes sont peu représentées au palier municipal. Notons également, l'absence de représentation de la société civile.
- Le deuxième changement, unique à la région administrative de la Montérégie et à celle du Nord-du-Québec, concerne une division du territoire régional en plusieurs sous-régions.

Les groupes de femmes membres de la TCGF-M se questionnent sur l'efficacité des rouages administratifs mis en place, sur la manière dont ils peuvent prendre part au développement régional et sur l'application et les conséquences de la régionalisation des politiques et des programmes.

En raison de la position incontournable des CRÉ en matière de régionalisation et de la tendance du gouvernement de plus en plus forte à appliquer les politiques de manière régionale, nos groupes membres ont entamé une réflexion quant à la pertinence pour notre regroupement de collaborer avec les CRÉ.

Ainsi, le comité vigie a pris l'initiative d'inviter les responsables des dossiers en condition féminine des trois CRÉ de la Montérégie à venir échanger avec les représentantes des groupes membres lors de la réunion régulière du mois de décembre 2010. Deux des trois CRÉ ont accepté l'invitation, soit la CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent et la CRÉ de Longueuil.

Cette rencontre a permis aux déléguées des groupes membres de démystifier et d'identifier quelques différences dans le fonctionnement des CRÉ de notre région. Cette rencontre a aussi suscité des échanges ressortant ainsi des points à considérer dans notre prise de décision.

À la suite de cette démarche, nos membres ont décidé, unanimement, que la TCGF-M maintienne ses efforts pour consolider son partenariat avec les trois CRÉ de la région.

Après mûre réflexion, les membres de la TCGF-M ont décidé de poursuivre leurs efforts afin de consolider leur partenariat avec les trois CRÉ de la région.

² Les CRÉ de la Montérégie. Petite histoire de l'avant et de l'après. Le Centre Femmes des Cantons, décembre 2010.

³ *ibid.* référence 2

Service de garde



La Montérégie attire depuis plusieurs années les jeunes familles. Malheureusement, seulement 53,8 % des enfants de la région ont accès à une place en garderie subventionnée⁴. Devant ce constat, et considérant que cette situation a comme effet de retarder l'entrée au marché du travail des femmes avec des jeunes enfants, nos membres ont décidé de se mobiliser dans le but d'améliorer les conditions de vie des femmes montérégiennes. Le dossier des services de garde étant vaste, c'est sous l'angle de l'accessibilité que la TCGF-M a choisi de concentrer ses actions.

Ce dossier étant nouveau pour notre regroupement, nous nous sommes attardés à bien nous informer. En effet, le réseau et les règlements entourant les garderies au Québec sont des réalités complexes et il faut bien maîtriser le dossier avant d'entreprendre une action quelconque.

La TCGF-M a organisé pour nos membres des présentations et des discussions afin de nous familiariser avec le sujet. Une première présentation a été réalisée par madame Manon Ferland directrice d'un CPE. Sa présentation intitulée « Comprendre le réseau des garderies » a permis aux membres de démêler les différents services de garde et apprendre davantage sur leur fonctionnement, leur financement et l'attribution des places à contribution réduite.

Pour approfondir le sujet, nous prévoyons inviter, à une prochaine rencontre, l'Association québécoise des CPE (AQCPE) et un représentant du Ministère de la Famille et des Aînés (MFA). Les informations reçues permettront à nos membres d'entamer un débat et de se prononcer sur les actions collectives à mener.

Axe 6 : Visibilité, positionnement et communications publiques de la TCGF-M



Le comité communication a été formé à la dernière AGA de notre regroupement. Pour faire connaître les dossiers prioritaires de la TCGF-M, dès l'été 2010, le comité a émis un communiqué réclamant au gouvernement Charest l'octroi de nouvelles places subventionnées en CPE. Une lettre a aussi été adressée à madame Yolande James, ministre de la Famille.

Le comité a participé activement à la rédaction du mémoire « L'avenir du Conseil du statut de la femme » qui a été présenté au caucus montérégien du Parti Québécois (PQ), à Granby.

À la suite du réaménagement de l'offre régionale du Conseil du statut de la femme (CSF) et de l'abolition de sa structure régionale dans notre territoire, ce mémoire met de l'avant notre questionnement à propos de l'impact d'une telle décision sur l'application régionale des Politiques gouvernementales, sur le développement des groupes de femmes et sur les conditions de vie des femmes. La TCFG-M et ses membres demandent au gouvernement d'octroyer au CSF le financement nécessaire pour lui permettre d'avoir une présence soutenue auprès des groupes des femmes, plutôt que de limiter leur présence aux comités condition féminine des CRÉ ou à d'autres institutions gouvernementales.

⁴ Conseil du statut de la femme, 2006, Portrait statistique égalité femmes/hommes, Où en sommes-nous en Montérégie?

Par ailleurs, le comité se prépare à réagir à la suite du dépôt du budget 2011-2012, fait par le ministre de Finances monsieur Raymond Bachand.

En appui aux revendications de la TCGF-M, dans le site de Mme Monique Richard, Députée de Marguerite-D'Youville, le Parti Québécois a publié un communiqué intitulé: **Les femmes de la Montérégie font les frais des coupures et de l'inaction du gouvernement de Jean Charest?**

http://moniquerichard.org/les_femmes_de_la_monteregie_font_les_frais_des_coupures_et_de_linaction_du_gouvernement_de_jean_charest.html

Axe 7 : Représentations de la TCGF-M et son rôle



Bien qu'au départ, le but fixé par cet axe était de faire un bilan des objectifs et des attentes par rapport à l'ensemble des représentations, nous considérons que le résultat attendu est prématuré. Il faudrait se donner le temps de planifier et réaliser des actions concertées avant d'avoir des retombés.

Au Québec, l'adoption de la Politique Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait est indéniablement un avancement important vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Or, légiférer ne suffit pas, encore faut-il que les lois et politiques soient applicables et appliquées, que les mécanismes de contrôle fonctionnent sans laisser place à l'arbitraire.

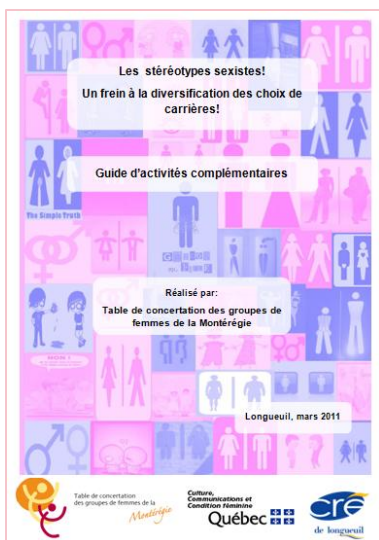
Source: L'avenir du Conseil du statut de la femme. Mémoire TCGF-M Mars 2011

Nos projets

Auprès des jeunes

Les stéréotypes sexistes! Un frein à la diversification des choix de carrière

Ce projet financé par la CRÉ de Longueuil, via une entente signée avec le Secrétariat à la condition féminine a débuté en janvier 2010 et s'est poursuivi jusqu'à l'automne. Rappelons que l'objectif de ce projet était de permettre aux jeunes de prendre conscience de l'effet restrictif que peuvent avoir les stéréotypes sur leur choix de formation et de carrière. En ce sens, un atelier interactif a été réalisé. Cet atelier a été validé par un comité de suivi ainsi que par des jeunes eux-mêmes, des maisons de jeunes ayant généreusement ouvert leurs portes afin que nous testions l'atelier avec eux. Il a été ensuite offert aux organismes jeunesse de l'agglomération de Longueuil et très bien accueilli par ceux-ci. Plus de 70 jeunes et 7 intervenants ont participé à notre atelier.



Puisque les stéréotypes sexistes ont des influences multiples, il n'est pas surprenant de constater que l'atelier proposé stimule une réflexion et un intérêt sur une multitude de sujets bien plus large que les choix de carrières. Dans le but de faciliter la poursuite des réflexions entamées, nous avons créé un guide d'activités complémentaires. Les thèmes abordés sont :

- Les choix de carrière
- Les médias
- Les rapports entre les sexes

Ce guide a été remis aux intervenants des organismes participants.

Afin d'informer et outiller les jeunes eux-mêmes, nous avons conçu un signet à remettre lors de notre passage. L'endos du signet affiche quelques ressources internet sur les stéréotypes et la diversification du choix des carrières.

Le projet ayant consisté essentiellement à l'élaboration et la validation d'un atelier et des outils qui l'accompagnent, nous espérons que dans une prochaine étape nous serons en mesure de rejoindre les jeunes de 15 à 17 ans, dans l'Agglomération de Longueuil. Toutefois, la poursuite du projet est tributaire au financement disponible.



Auprès des femmes Immigrantes

Agir pour le plein épanouissement des femmes d'ici, venues d'ailleurs

Ce projet a été réalisé entre 2008-2010, avec le support financier de Condition féminine Canada (CFC), de la Conférence régionale des Élus (CRÉ) de la Montérégie Est et d'Emploi-Québec Montérégie. La TCGF-M a réalisé ce projet en étroite collaboration avec des organismes issus de quatre municipalités régionales de comté (MRC) du territoire de la CRÉ de la Montérégie Est :

- La Maison de la famille des Maskoutains, à Saint-Hyacinthe, pour la MRC des Maskoutains;
- Le Centre de femmes Entr'Elles, à Granby, pour la MRC de la Haute-Yamaska;
- Le Centre de femmes du Haut-Richelieu, à Saint-Jean-sur-Richelieu, pour la MRC du Haut-Richelieu;
- L'Orienthèque – Corporation de service en employabilité, à Sorel-Tracy, pour la MRC Pierre-De Saurel (nommée MRC du Bas-Richelieu au début du projet).

Les femmes immigrées rencontrent de nombreuses difficultés, notamment en ce qui concerne leur intégration au marché du travail, la connaissance et l'utilisation des ressources disponibles. Dans le but de répondre à une diversité de besoins, ce projet a porté sur la sphère socio-économique. Spécifiquement, les objectifs fixés étaient :

- augmenter la sécurité et l'autonomie économiques des femmes immigrantes, en contribuant à leur insertion au marché du travail;
- éliminer la discrimination faite aux femmes immigrées en leur offrant des services et des activités adaptés à leurs besoins.

La première année a été consacrée à la mise en œuvre d'actions communes dans les quatre MRC ciblées, soit :

- la réalisation d'un portrait socio-économique des femmes immigrées sur le territoire de la Montérégie Est;
- les études menées sur le terrain, dont :
 - un sondage auprès des organismes et institutions pour identifier les services disponibles dans chaque milieu et vérifier s'ils sont utilisés par les femmes immigrées, dans lequel cas, préciser s'il se pose des difficultés pour les desservir;
 - une enquête auprès de femmes immigrées pour connaître leur profil et surtout identifier leurs besoins spécifiques afin de savoir quels types d'activités et de services contribueraient à faciliter leur insertion socio-économique et à améliorer leurs conditions de vie;
- la conception et la diffusion auprès des femmes immigrées d'un « Petit répertoire » des ressources pour chaque MRC.

La deuxième année a été consacrée à la réalisation d'activités d'information, qui trouvent leur origine dans les résultats de l'étude terrain et s'articulent aux réalités de chacun des territoires. Le contexte de chacun est en effet unique, qu'il s'agisse des catégories et du nombre de personnes immigrantes présentes ou des niveaux de partenariat et de concertation intersectorielle dans le milieu. Différents types d'activités ont été proposés, dont un

grand nombre étaient préalables à l'insertion au marché de travail puisque plusieurs des femmes rejointes en étaient aux premiers stades d'intégration.

Le rapport de synthèse du projet comporte trois parties :

1. l'analyse des résultats de l'étude terrain;
2. les activités d'information réalisées et leur portée;
3. l'évaluation du projet et les recommandations.

Le transfert de notre expertise s'est fait, entre autres, par la distribution de 300 copies de ce rapport. Nos partenaires du milieu communautaire et institutionnel de secteurs diversifiés ont reçu une copie de ce rapport.

Par ailleurs, les activités commencées dans le cadre de ce projet ont été à l'origine d'un nouveau projet actuellement en cours à Granby et à Saint-Hyacinthe.



Réseauter pour mieux s'intégrer

En septembre 2011, grâce à une subvention du Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, la TCGF-M amorce ce projet visant à faciliter l'intégration des femmes immigrantes par le réseautage, dans la région de Granby et de St-Hyacinthe. Depuis plus de 12 ans, ces deux régions constituent une terre d'accueil et d'établissement pour les nouveaux arrivants.

Ce travail s'inscrit dans la foulée du projet *Agir pour le plein épanouissement des femmes d'ici venues d'ailleurs* mis sur pied en 2008 par la TCGF-M dont l'objectif général était de briser l'isolement des femmes immigrantes et d'accroître leurs possibilités de mieux participer à la vie économique et sociale de la société d'accueil.

Le développement de nouveaux réseaux de contacts a été identifié par la TCGF-M comme étant l'un des moyens à privilégier afin de permettre aux femmes immigrantes d'enrichir leurs contacts avec les femmes nées au pays

d'accueil, de pouvoir développer un sentiment d'appartenance, de mieux connaître les ressources du milieu et d'être aidées dans leur apprentissage du français.

C'est dans cet ordre d'idées que nous avons travaillé à la mise sur pied d'une structure organisée qui mise sur la volonté des femmes immigrantes d'améliorer leurs conditions de vie et qui les rejoint là où elles sont dans leur processus migratoire.

Sur cette lancée, avec la collaboration de nos partenaires, le Centre de femmes Entr'Elles de Granby et la Maison de la famille des Maskoutains, plusieurs activités de réseautage ont été organisées dont la création et le lancement du *Cercle interculturel d'entraide et d'intégration* qui eût lieu en début octobre à Granby et, au mois de décembre, à St-Hyacinthe.

Cette structure de réseautage a pour objectif notamment de permettre aux femmes de créer de nouveaux liens relationnels et de les aider à trouver les personnes et les ressources qui peuvent répondre à leurs questions en lien avec l'éducation, la santé, la famille, le travail, les relations, leurs droits, le crédit, etc.

Les activités de réseautage se font avec la collaboration de plusieurs partenaires du milieu. La présence des intervenantes des différents secteurs bonifie le contenu des rencontres, car elles apportent aux femmes présentes de l'information pertinente en lien avec le thème choisi.

Le contrat de la chargée de projet prend fin au début de juillet 2011. D'ici là, l'accent sera mis sur la pérennité des activités du *Cercle interculturel d'entraide et d'intégration* avec la collaboration des organismes partenaires des deux régions.

Grâce à la collaboration de plusieurs partenaires du milieu, depuis octobre 2010, une trentaine d'activités de réseautage ont été réalisées à Granby et à St-Hyacinthe dont 17 rencontres du *Cercle interculturel d'entraide et d'intégration*, regroupant chaque fois en moyenne plus de 15 femmes d'ici et d'ailleurs.

Programme développement de partenariat en région



Les luttes pour l'égalité des sexes, l'autonomisation et les droits des femmes sont des questions de société qui représentent un énorme défi. Pour y avancer, la mise en commun de ressources existantes et l'expertise d'un partenariat diversifié sont importantes.

Les groupes de femmes jouent un rôle essentiel dans le travail de collaboration avec divers partenaires. De par leur expertise, ils contribuent à accroître la compréhension, la connaissance des enjeux et l'accessibilité des outils disponibles en matière d'égalité.

Considérant que des actions concertées sont nécessaires pour l'avancement de ces dossiers, la TCGF-M a réalisé cette année un travail important en vue de renforcer la capacité de nos groupes à prendre des positions communes. Ainsi, nous avons constamment fait appel à des personnes ressources pour approfondir nos connaissances sur les dossiers priorités, dont, la régionalisation et l'accessibilité des services de garde.

Pour mieux comprendre le fonctionnement d'instances régionales, les responsables des comités condition féminine des trois CRÉ ont été invitées à nous parler du fonctionnement, des priorités et des actions des comités femmes et des CRÉ elles-mêmes. Deux des trois CRÉ ont répondu à l'invitation.

Sur le vaste dossier de la conciliation-travail-famille-étude, nos membres ont convenu d'entamer les travaux en se penchant sur le manque de place en garderie dans notre territoire. De même que dans le dossier de la régionalisation, des personnes ressources nous ont entretenus, entre autres, sur le fonctionnement des Centres de la petite enfance (CPE) et la gestion de la liste d'attente.

Ces nouvelles pratiques dans notre regroupement permettent aux membres de s'approprier l'information et de prendre conscience des enjeux et des répercussions pour les femmes. Dans les mois à venir, nos membres seront en mesure de se prononcer et de faire connaître leurs demandes aux instances concernées, notamment dans le dossier des services de garde. Il est à noter qu'au budget 2011-2012, le gouvernement prévoit la création de 15 000 nouvelles places, dans les prochains quatre ans.

Dans un autre ordre d'idées, la TCGF-M travaille à promouvoir des activités de réseautage comme moyen d'intégration auprès des femmes immigrantes. Ce travail se fait en collaboration avec les ressources de secteurs diversifiés dans la région de Granby et de Saint-Hyacinthe.

Les membres de la TCGF-M se réjouissent de la création de 15 000 nouvelles places en service de garde mais considèrent que le nombre de places est insuffisant pour répondre aux besoins réels des familles québécoises.



Avec le même souci de développer des partenariats et de transmettre nos valeurs et notre expertise, dans le cadre du programme « Partager une culture égalitaire », la TCGF-M participe avec la ville de Longueuil, le Secrétariat à la condition féminine et les maisons hébergement de l'Agglomération de Longueuil, à l'élaboration d'une formation destinée à prévenir la violence conjugale auprès des femmes immigrantes. Une brochure informative et de sensibilisation accompagne cette formation. La TCGF-M jouera un rôle clé dans la distribution du matériel promotionnel et de sensibilisation.

Toujours dans le cadre du même programme, la TCGF-M collabore à la réalisation d'un projet visant à améliorer l'employabilité des femmes immigrantes avec l'organisme Options non traditionnelles de Place Rive-Sud.

La TCGF-M **consolide** son partenariat, entre autres, avec

- ✓ la CRÉ de Longueuil,
- ✓ la CRÉ de la Montérégie Est,
- ✓ la Ville de Longueuil et
- ✓ le Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Également, notre regroupement **développe** des liens avec

- ♦ les Réseaux des services de garde
- ♦ le Réseau de la santé et des services sociaux
- ♦ les Forums jeunesse de Longueuil et de la Montérégie Est.

Dossiers régionaux

La TCGF-M suit de près deux dossiers régionaux importants pour la qualité de vie des femmes dans le domaine de la santé: l'implantation de quatre centres d'hébergement et de soins de longues durées (CHSLD) en mode partenariat public-privé (PPP) et l'ouverture prochaine d'une maison de naissance à Richelieu. Cette année, plusieurs développements ont eu lieu dans ces dossiers, nous donnant des raisons de nous réjouir ou de nous révolter.

Coalition Montérégie sans PPP

À la suite de l'annonce de la construction d'un CHSLD en mode PPP à Saint-Lambert en mai 2010, une coalition composée de syndicats et de groupes communautaires montérégiens, dont la TCGF-M, s'est formé afin de s'opposer à ce projet. Plusieurs actions furent entreprises afin d'informer le public et protester contre la privatisation des soins de santé de longue durée : distribution de pamphlets, dépôt d'une pétition de plus de 5 200 signatures, communiqués de presse, recherche d'appuis, rencontre avec des décideurs, etc. Cependant, malgré les efforts de la coalition et le fait que l'efficacité de la formule n'a pas encore fait ses preuves, le gouvernement va de l'avant avec son projet et développe à présent trois autres projets de CHSLD en PPP en Montérégie.

La TCGF-M participe aux travaux de la coalition, car, elle s'inquiète de la dégradation de la qualité des soins et des conditions de travail des employées. La TCGF-M considère que les soins de santé doivent rester publics, hors de la logique du privé.

Une étude commandée par la Confédération des syndicats nationaux (CSN) devrait bientôt être disponible et ramener le débat en avant-plan de la scène médiatique et politique. Espérons que cette fois-ci le gouvernement entendra nos voix.

Maison de naissance à Richelieu



Cela fait une décennie que nous revendiquons l'implantation des maisons de naissance sur notre territoire. Nous pouvons enfin crier victoire, car le gouvernement a annoncé l'établissement d'une première maison de naissance en territoire montérégien. Elle sera située dans les anciens locaux du CLSC à Richelieu et accueillera jusqu'à 240 femmes chaque année. L'ouverture officielle est prévue pour le printemps 2011.

La TCGF-M salue l'initiative gouvernementale d'ouvrir une maison de naissance à Richelieu mais se désolé de celle de bâtir un CHSLD en PPP à Saint-Lambert.

Parce que la Montérégie mérite ce qu'il y a de mieux en santé !

Mobilisations

Cette année encore, la TCGF-M a marché afin de défendre ses valeurs. L'équipe de travail et les membres se sont mobilisés dans le cadre de plusieurs événements à l'appel de la Marche Mondiale des Femmes 2010 et de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics.

Marche Mondiale des Femmes 2010

Après un travail acharné de la part des groupes de femmes, la Marche Mondiale des Femmes 2010 s'est enfin déployée au mois d'octobre. D'innombrables activités au niveau local, régional, national et international ont rassemblé les féministes de divers horizons. Pendant 6 jours, les femmes (et les hommes) ont marché afin de revendiquer une société plus égalitaire et manifester leur soif de justice sociale.



Les membres de la TCGF-M ont participé au succès de l'événement au niveau régional et local en organisant de nombreuses activités au niveau local et régional. Pour sa part, la TCGF-M a pris part aux marches locale et régionale organisées à Longueuil le 12 et 14 octobre. La TCGF-M a aussi été représentée au rassemblement national organisé à Rimouski le 17 octobre 2010.

Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

Une première action décentralisée a été organisée le 23 novembre 2010 afin de bloquer l'entrée des bureaux d'Hydro-Québec. L'objectif était de rappeler la volonté du collectif de tout mettre en œuvre pour empêcher la mise en place des mesures injustes du budget Bachand, dont la hausse des tarifs d'électricité. Alors que certaines ont participé à l'action se déroulant à Montréal, d'autres ont privilégié le rayonnement régional en se joignant à l'action à Longueuil.

Une deuxième action nationale a été organisée à Montréal le 12 mars 2011, juste avant le dépôt du 2e budget Bachand afin d'exiger un budget équitable pour toutes et pour tous. Cette manifestation a été le moment d'exiger le retrait de plusieurs mesures régressives déjà annoncées, dont la fameuse « taxe santé », la hausse des frais de scolarité et la tarification tous azimuts. Malheureusement, le gouvernement a répondu quelques jours plus tard en déposant un budget encore plus régressif.

En tant que regroupement voué à la défense collective des droits des femmes, la TCGF-M ne pouvait qu'appuyer ces initiatives et participer à ces deux événements puisque la pauvreté à un visage, un visage féminin. En effet, les mesures proposées auront plusieurs conséquences négatives sur les plus pauvres de notre société, mais également sur la classe moyenne, particulièrement pour les femmes.

Représentations (sommaire)

Mobilisations sociales

- ✿ Participation à la Marche mondiale des femmes 2010, activités locales, régionales et nationales
- ✿ Appui à la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics
- ✿ Appui à la Coalition Montérégie sans PPP

Représentation/collaboration auprès d'autres organismes

- ✿ Réseau des Tables régionales de Groupes des Femmes (2 rencontres)
- ✿ Réseau québécois d'action pour la santé des femmes RQASF (membre relais)

Représentation auprès des institutions gouvernementales

- ✿ Agence de santé et des services sociaux de la Montérégie, consultation Planification stratégique, juin 2010 (1 rencontre)
- ✿ Table des partenaires en immigration (MICC); Granby et Longueuil (3 rencontres)
- ✿ Conseil Femmes, égalité et mouvement (CFEM) de la CRÉ de Longueuil (7 rencontres)
- ✿ Comité Femmes et développement régional de la CRÉ Montérégie Est, (4 rencontres)
- ✿ Ville de Longueuil (7 rencontres)

Colloques et formations

- ✿ Colloque: 6e Édition du colloque « J'entreprends, je construis et je dirige au féminin » Comité Femmes et développement local du Conseil Économique du Haut-Richelieu (CLD), avril 2010;
- ✿ Colloque : 11ème colloque annuel du Réseau des élues municipales de la Montérégie Est, «Pouvoir et changement de perspective! », Sain-Jean-sur le Richelieu, mai 2010;
- ✿ Formation : La gestion budgétaire, Centre St-Pierre, Montréal, Juin 2010;
- ✿ Formation : Atelier thématique sur le Leadership, Centre de femmes du Haut Richelieu, septembre 2010;
- ✿ Table de partenaires- femmes et politique Municipale, MAMROT/SCF, Montréal, novembre 2010
- ✿ Formation: L'évaluation simplifiée; Corporation de développement communautaire de Longueuil, novembre 2010;
- ✿ Conférence: « *Santé environnementale des femmes et développement durable* »; Comité femmes, CRÉ de Montréal, novembre 2010;
- ✿ Formation: L'équité salariale dans les organismes communautaires « *De la compréhension à la réalisation* » Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), décembre 2010;
- ✿ Conférence: Conciliation Entreprise - Famille - Vie personnelle, Femmessor Montérégie, Brossard, février 2010;
- ✿ Formation : « Les réseaux sociaux : est-ce pour nous? » Corporation de développement communautaire de Longueuil, mars 2010;
- ✿ Formation: Les huit écrits utilitaires sans fautes, Centre Saint-Pierre, Montréal, mars 2010

Revue de presse

Communiqués, mémoire, journaux,

- Article du DEVOIR, « Les groupes de femmes en rogne contre Saint-pierre », <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/320668/les-groupes-de-femmes-en-rogne-contre-st-pierre>, 8 avril 2011
- Les femmes de la Montérégie font les frais des coupures et de l'inaction du gouvernement de Jean Charest? http://moniquerichard.org/les_femmes_de_la_monteregie_font_les_frais_des_coupures_et_de_linaction_du_gouvernement_de_jean_charest.html
- Article de Point-Sud, « Moyens de pression sur le gouvernement pour obtenir des places en CPE », <http://www.tcgfm.qc.ca/assets/files/projets/pointsud.pdf>, 16 juillet 2010

Publications de la TCGF-M

- *Agir pour le plein épanouissement des femmes d'ici, venues d'ailleurs*. Rapport finale de projet, septembre 2010;
- Les stéréotypes sexistes! Un frein à la diversification des choix de carrières, Guide d'activités complémentaires, mars 2011;
- Les stéréotypes sexistes! Un frein à la diversification des choix de carrières, Cahier de l'animatrice, mars 2011;
- Guide des déléguées, TCGF-M, mars 2011.

Les groupes de femmes en rogne contre St-Pierre
La ministre est accusée de préférer les artistes aux féministes
Robert Dutrisac 8 avril 2011 Québec

Moyen de pressions sur le gouvernement pour obtenir des places en CPE

- Point Sud - 16 juillet

La Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie réclame au gouvernement Charest l'octroi rapide de nouvelles places subventionnées en CPE.



Les femmes de la Montérégie font les frais des coupures et de l'inaction du gouvernement de Jean Charest



Marie Malavoy
Monique Richard
Martine Ouellet

Longueuil, le 4 avril 2011 - Suite à la rencontre avec le Mouvement Maison de naissance Montérégie et la Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie, Les femmes de la Montérégie font les frais des coupures et

de l'inaction du gouvernement de Jean Charest

Au terme d'un exercice démocratique de planification triennale 2010-2013, les membres de Table des groupes de femmes de la Montérégie (TCGF-M) ont décidé d'entreprendre des moyens de pression pour l'octroi rapide de nouvelles places à 7 \$ en Centres de la Petit Enfance en Montérégie. La TCGF-M prévoit non seulement interpeller le gouvernement mais aussi solliciter les grandes entreprises de la région à développer des services de garde en milieu de travail comme mesure de conciliation famille-travail...

Conclusion

Une année marquée par le changement:

- ↯ dans notre travail et nos relations avec nos groupes membres;
- ↯ dans nos relations avec nos partenaires;
- ↯ dans notre manière d'intervenir et de prendre position.

Ces changements qui découlent de la mise en œuvre du plan d'action issu de notre planification stratégique, façonnent notre vie associative en dynamisant nos rencontres et en augmentant la participation de nos membres. Ils nous permettent d'être mieux outillées pour prendre position et réaliser des actions collectives. Par le fait, nous améliorons aussi la visibilité de notre regroupement.

Somme toute, si à présent nous pouvons nous réjouir de l'impact positif de ces changements, tant à l'interne qu'à l'externe, nous devons aussi être conscientes de défis qui nous attendent.

À l'**interne**, notre regroupement devra continuer à s'adapter afin de mieux répondre aux attentes de nos groupes membres, à travailler pour augmenter nos sources de financement et à consolider notre personnel.

À l'**externe**, les défis sont de taille: il n'y a qu'à penser à l'insensibilité des nos dirigeants sur tout ce qui à trait la condition féminine et à l'élection récente d'un gouvernement conservateur, majoritaire cette fois-ci. D'ailleurs plus près de nos, en ce qui concerne l'application de la politique en égalité, il reste difficile d'obtenir un plan d'action qui répond aux besoins des femmes et le financement nécessaire à son application.

Enfin, la liste est longue mais...

Le changement, ... c'est possible,

persévérons!



Liste des groupes membres

Groupes

1. Avante women's centre
2. C.A.L.A.C.S. Châteauguay
3. C.A.L.A.C.S. Granby
4. C.A.L.A.C.S. La Vigie
5. Carrefour pour Elle
6. Centre de femmes Ainsi soit-elle
7. Centre de femmes du Haut-Richelieu
8. Centre de femmes La Marg'elle
9. Centre de femmes La Moisson
10. Centre de femmes L'Éclaircie
11. Centre de femmes L'Essentielle
12. Centre de femmes Les Cantons
13. Centre de femmes Vie Nous V'Elles
14. Collectif régional Madeleine-Parent
15. Com'femme
16. Conseil Central CSN- Montérégie
17. Contact'L
18. De soi à l'emploi
19. Entre Ailes Sainte-Julie
20. Entr'Elles
21. Hébergement L'Entre-deux
22. Hébergement Maison de la Paix inc.
23. Horizon pour elle
24. Inform'elle
25. L'Accueil pour elle
26. L'orienthèque
27. Maison Alice-Desmarais
28. Maison Hina
29. Maison Simone-Monet-Chartrand
30. Maison de Transition l'Égide
31. Pavillon Marguerite de Champlain
32. Place Rive-Sud/ Options non-traditionnelles
33. Réseau des Élues Municipales de la Montérégie-est (REMME)
34. Réseau-femmes de la Région d'Acton
35. Résidence Elle
36. Syndicat de la Fonction Publique

Membres participantes

37. Comité Femmes – CRÉ Montérégie-Est
38. Comité Femmes – CRÉ de Longueuil
39. Conseil Statut de la Femme
40. CSSS Champlain

Villes

- Bedford
Châteauguay
Granby
Valleyfield
Longueuil
Chambly
Saint-Jean-sur-Richelieu
Saint-Rémi
Île-Perrot
La Prairie
Beloeil
Cowansville
Longueuil
Longueuil
Brossard
St-Jean-sur-le Richelieu
Varenes
Saint-Lambert
Sainte-Julie
Granby
Longueuil
Longueuil
Cowansville
Saint Hubert
Salaberry de Valleyfield
Sorel-Tracy
Granby
Saint-Jean-sur-Richelieu
Chambly
La Prairie
Greenfield Park
Longueuil
- Sainte-Catherine
Acton Vale
Huntingdon
Longueuil

Villes

- McMasterville
Longueuil
Longueuil
Saint-Hubert

Liste d'abréviations

AGA	Assemblée générale annuelle
AGE	Assemblée générale extraordinaire
AQCPE	Association québécoise des centres de la petite enfance
CHSLD	Centre d'hébergement de soins de longue durée
Coco	Comité de coordination
CPE	Centre de la petite enfance
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSF	Conseil du statut de la femme
CRÉ	Conférence régionale des élus
IRIS	Institut de recherche et d'information socio-économiques
MMF	Marche mondiale des femmes
MRC	Municipalité régionale de comté
OBNL	Organisme à but non lucratif
PPP	Partenariat public-privé
PQ	Parti Québécois
SCF	Secrétariat à la condition féminine
TCGF-M	Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie



Table de concertation
des groupes de femmes de la

Montérégie

TCGF-M

Téléphone : 450 463-0600

Télécopieur : 450 463-0700

Courriel : info@tcgfm.qc.ca

Site internet : www.tcgfm.qc.ca